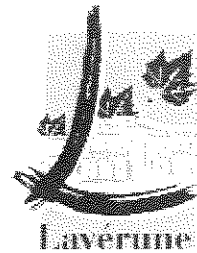
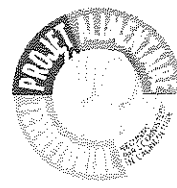




PROGRAMME NATIONAL  
POUR L'ALIMENTATION  
TERRITOIRES  
D'ACTION



## CONVENTION POUR LE REVERSEMENT DE LA SUBVENTION DE L'ETAT OCTOYEE DANS LE CADRE DU PLAN DE RELANCE 2022 - 2023

### ENTRE

**Montpellier Méditerranée Métropole**, dont le siège social est situé 50 Place Zeus – CS 39556 – 34961 Montpellier Cedex 2, représentée par sa Vice-Présidente déléguée à la Transition écologique et solidaire, à la Biodiversité, à l'Énergie, à l'Agroécologie et à l'Alimentation, Madame Isabelle TOUZARD, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de la délibération n° M2021-199 du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 29 Mars 2021,

ci-après désignée par les termes « la Métropole »

D'une part,

### ET

**Commune de Laverune**, dont le siège social est situé Hôtel de Ville, Boulevard de la Mairie 34880 Laverune, représentée par Monsieur Roger CAIZERGUES en sa qualité de Maire,

ci-après désigné par les termes « le partenaire bénéficiaire »

D'autre part.

Vu le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides *de minimis* au JOUE du 24 décembre 2013, prolongé par le règlement (UE) n°2020/1972 du 2 juillet 2020, en vigueur jusqu'au 31/12/2023 et modifié par le règlement (UE) n°2019/316 du 21 février 2019, en vigueur jusqu'au 31/12/2027,

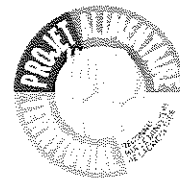
Vu le règlement (UE) n°702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 modifié par le règlement n°2020/2008 du 8 décembre 2020 et prolongé jusqu'au 31/12/2022,

Vu le régime d'aide d'État n°SA.50627 (2018/N) « Aides à la coopération dans le secteur agricole et agroalimentaire pour la période 2018-2020 », entré en vigueur le 22/05/2018 et prorogé jusqu'au 31/12/2022,

Vu le régime d'aide d'État n°SA.50388 (2018/N) « Aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production primaire », entré en vigueur le 26/02/2018 et prorogé jusqu'au 31/12/2022,

Vu le régime d'aide d'État n°SA.49435 « Aides en faveur des PME actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles », entré en vigueur le 02/02/2015 et prorogé jusqu'au 31/12/2022,

Vu le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* agricole et *de minimis* général,



Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,  
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu l'arrêté du 21 novembre 2013 relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt en application de l'article 105 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012,

Vu le cahier des charges de l'appel à candidatures 2021 « Consolidation des projets alimentaires territoriaux » publié le 10 mars 2021 par la DRAAF et le Conseil régional d'Occitanie ;

Vu la demande de subvention présentée par Montpellier Méditerranée métropole, le 30 juillet 2021, relative à son projet « Consolidation des projets alimentaires territoriaux »,

Vu la Convention N°2021-R76-749 relative à l'attribution d'une subvention à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de Montpellier Méditerranée Métropole pour une action sur la thématique de l'« offre alimentaire », Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, programme 362,

## IL EST CONVENU CE QUI SUIV

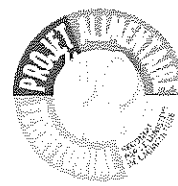
### Préambule

La Métropole Montpellier Méditerranée met en œuvre depuis 2015 une Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A). Co-élaborée et mise en œuvre avec les communes, les acteurs et actrices de l'agriculture et de l'alimentation, sa révision a été conduite avec ses partenaires et a été adoptée à l'unanimité en Conseil de Métropole le 25 janvier 2022.

La P2A se donne pour objectif partagé de renforcer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire, par la relocalisation d'une production agroécologique et de la transformation alimentaire, ainsi que le déploiement de réseaux de distribution permettant de nourrir sainement et durablement les habitants de la Métropole tout en atténuant les effets des crises (climatique, écologique, alimentaire...). La P2A vise ainsi à répondre à cinq finalités :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir localement l'emploi et les revenus agricoles et agroalimentaires ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

Le plan de relance annoncé par le Gouvernement, le 3 septembre 2020, cible trois grands objectifs concernant le secteur agricole et alimentaire : reconquérir notre souveraineté alimentaire, accélérer la transition agroécologique au service d'une alimentation saine, durable et locale pour



tous les Français et accompagner l'agriculture et la forêt française dans l'adaptation au changement climatique.

Le contexte de crise lié à la covid-19 a mis en évidence que les projets alimentaires territoriaux (PAT) sont des instruments clefs pour développer la résilience alimentaire des territoires. Ils sont en effet apparus comme des outils adaptés pour réagir rapidement, grâce aux synergies existantes entre acteurs, sur les sujets liés à la politique nationale de l'alimentation dont la finalité est « d'assurer à la population l'accès à une alimentation sûre, saine, diversifiée, de bonne qualité et en quantité suffisante, produite dans des conditions économiquement et socialement acceptables par tous, favorisant l'emploi, la protection de l'environnement et des paysages et contribuant à l'atténuation et à l'adaptation aux effets du changement climatique. »

Aussi, le plan « France Relance » prévoit de renforcer ces actions territoriales en faveur d'une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous, par le soutien au développement des PAT en finançant, notamment, des projets d'investissement, afin de structurer les filières locales et permettre la mise en place de réseaux d'approvisionnement et d'actions visant une amélioration du comportement alimentaire de toute la population, dans un objectif de santé publique et de reterritorialisation de notre alimentation (France Relance: agriculture, alimentation, forêt - mesure 13: « Partenariat État-Collectivités au service des PAT – Amplification »). Les projets visés par cette mesure doivent être réalisés dans le cadre d'un PAT labellisé ou en cours de labellisation.

Montpellier Méditerranée Métropole, qui a obtenu en 2021 pour la deuxième fois la reconnaissance ministérielle de PAT pour sa P2A, a coordonné le montage d'une candidature partenariale. Elle se structure selon les 5 orientations de la P2A :

1. Façonner un territoire agroécologique
2. Structurer un approvisionnement durable et résilient
3. Permettre à tous les habitants d'accéder à une alimentation de qualité et choisie
4. Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation
5. Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire

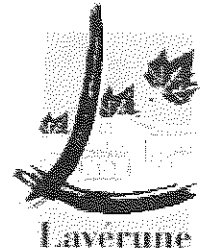
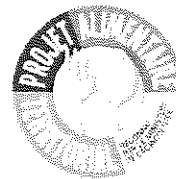
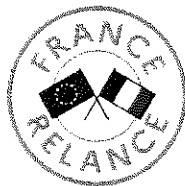
Cette candidature partenariale coordonnée par Montpellier Méditerranée Métropole a été lauréate du Plan de Relance. Une aide de l'Etat de 728 926,32€ a été attribuée et répartie entre 28 actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole et 11 partenaires.

Montpellier Méditerranée Métropole est le porteur du programme d'actions global et de certaines actions en propre. Elle reçoit l'ensemble de la subvention de l'Etat et reverse aux partenaires bénéficiaires les montants qui leur ont été alloués.

## **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention précise les conditions de reversement par Montpellier Méditerranée Métropole au partenaire bénéficiaire de la subvention du Plan de Relance pour l'action « Elaboration d'un programme d'aménagement agroécologique « Le Clos du Parc » à Laverune ».

L'annexe 1 ci-jointe présente les détails de l'action portée par le bénéficiaire et l'annexe 2 ci-jointe présente le budget ainsi que le plan de financement global de l'action.



Le partenaire bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre l'action décrite en détail dans ces annexes (lesquelles font partie intégrante de la convention).

## **Article 2 - Disposition financière**

Le montant de l'aide de l'Etat, reversée par la Métropole est de 11 918 €.

*La subvention est pour partie octroyée sur la base du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis au JOUE du 24 décembre 2013 et sur la base du régime 5A.50627. Les coûts à prendre en considération et les régimes d'aide d'État éventuellement associés comprennent tous les coûts retenus conformément à l'annexe financière ci-jointe et au dossier de candidature pour chaque bénéficiaire du projet.*

## **Article 3 - Durée de l'opération**

L'opération sera réalisée avant le 31/12/2023.

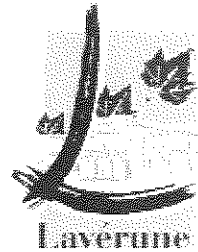
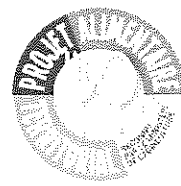
## **Article 4 - Modalités de paiement**

Le calendrier des paiements et les justificatifs associés sont les suivants :

- 25% du montant de la subvention seront versés dès la signature de la présente convention, sous réserve du versement effectif du premier acompte de l'Etat à Montpellier Méditerranée Métropole,
- 40% du montant de la subvention sera versé en 2022 sur présentation par le partenaire bénéficiaire, des justificatifs des dépenses déjà engagées.
- 25% du montant de la subvention sera versé en 2023 sur présentation par le partenaire bénéficiaire, et après acceptation par Montpellier Méditerranée Métropole puis par la DRAAF, d'un rapport technique d'exécution intermédiaire et d'un rapport financier d'exécution intermédiaire, établis à la date de la demande de paiement, des justificatifs des dépenses engagées et sous réserve du versement effectif du troisième acompte de l'Etat à Montpellier Méditerranée Métropole. Ces deux rapports sont certifiés exacts par le représentant du partenaire bénéficiaire, et par le comptable pour le rapport financier,
- Le solde sera versé en 2024 sur présentation par le partenaire bénéficiaire, et après acceptation par Montpellier Méditerranée Métropole puis par la DRAAF, d'un rapport technique d'exécution final et d'un rapport financier d'exécution final, établis à la date de la demande de paiement, des justificatifs des dépenses engagées, et sous réserve du versement effectif du troisième acompte de l'Etat à Montpellier Méditerranée Métropole. Ces deux rapports sont certifiés exacts par le représentant du partenaire bénéficiaire, et par le comptable pour le rapport financier, et font le point sur l'ensemble des actions et dépenses réalisées par le bénéficiaire dans le cadre de la présente convention. Ces deux



PROGRAMME NATIONAL  
POUR L'ALIMENTATION  
TERRITOIRES  
EN ACTION



rapports devront être transmis au plus tard dans les 4 mois suivant l'échéance de la convention. Montpellier Méditerranée Métropole et la DRAAF peuvent demander toute information complémentaire qu'elles jugeront utile afin d'apprécier la réalisation des actions.

Le montant du solde pourra être modifié en fonction des actions mises en œuvre par le partenaire bénéficiaire pendant la durée de la présente convention, sans toutefois que le total des paiements ne puisse dépasser le montant prévu par la convention dans l'article 2. Si le total des dépenses réalisées par le partenaire bénéficiaire pour son ou ses action(s) est inférieur au montant prévu, le solde à l'attention du partenaire bénéficiaire devra être minoré en conséquence.

#### **Article 5 - Mise en œuvre, suivi et pilotage des actions**

Le partenaire bénéficiaire est responsable de la mise en œuvre de son action. La mise en œuvre d'un pilotage technique et politique de son action est de son ressort.

Montpellier Méditerranée Métropole met en place un Comité de Suivi du plan de Relance (CoSuR) auquel seront invités la DRAAF, la Région, les partenaires bénéficiaires et cofinanceurs. Il se réunira une à 2 fois par an, pour présenter l'avancement des projets au moment où seront dressés les rapports d'avancement.

Le partenaire bénéficiaire s'engage à informer régulièrement Montpellier Méditerranée Métropole de l'avancement de l'action, à l'inviter aux instances de pilotage, et à participer aux sessions du CoSuR.

#### **Article 6 - Clause de communication, transmission des résultats à des tiers, confidentialité**

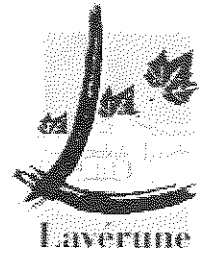
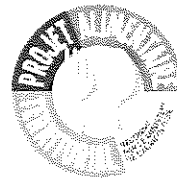
Le bénéficiaire s'engage à travailler en étroite collaboration avec Montpellier Méditerranée Métropole et à communiquer au travers de ses propres supports sur l'action, objet de la présente convention.

Afin de participer à la lisibilité du projet d'ensemble et des soutiens apportés pour sa réalisation, le partenaire bénéficiaire s'engage à apposer sur chacune des réalisations financées, à sa charge, des panneaux et logos promouvant la marque « France Relance », ainsi qu'à respecter la charte graphique France Relance (envoyée par mail précédemment). Tous les outils immatériels et supports de communication de l'action, y compris les panneaux apposés sur les réalisations financées et la communication institutionnelle, devront porter le logo « France Relance », le logo PNA « Territoires en action » et le logo de Montpellier Méditerranée Métropole. Le bénéficiaire s'engage à mentionner ces soutiens dans ses rapports avec les médias et lors de ses participations à des événements.





PROGRAMME NATIONAL  
POUR L'ALIMENTATION  
TERRITOIRES  
D'ACTION



PROGRAMME NATIONAL  
POUR L'ALIMENTATION  
TERRITOIRES  
D'ACTION



Il s'engage à apposer son logo sur tous les éléments de sa communication institutionnelle, ainsi que sur son site Internet, dans la rubrique consacrée aux partenaires financeurs. Cette rubrique devra également comporter un lien hypertexte vers le site du développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole <http://www.entreprendre-montpellier.com>.

Le partenaire bénéficiaire s'engage à transmettre à Montpellier Méditerranée Métropole les outils immatériels réalisés (outils pédagogiques, documents, etc.).

Le partenaire bénéficiaire ainsi que les organismes et structures attachées à l'action, sont tenus de maintenir confidentielles les communications transmises par Montpellier Méditerranée Métropole, dont la personne publique a expressément indiqué la nature confidentielle, et ne pouvant, sauf autorisation, être divulguée à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle peut recevoir du partenaire bénéficiaire.

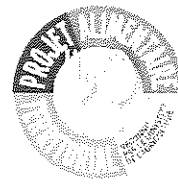
## **Article 7 – Droit de la propriété intellectuelle**

Pour les outils immatériels et documents, le partenaire bénéficiaire jouit sur son œuvre, du seul fait de sa création, d'un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous. Il cède à titre gratuit et non exclusif au(x) financeur(s) du projet et à Montpellier Méditerranée Métropole le droit d'utiliser ou de faire utiliser, d'adapter et de diffuser librement les documents ou les outils, en l'état ou modifiés, de façon permanente, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes et à des fins non commerciales. Dans l'hypothèse d'une publication sur Internet, les droits sont cédés pour le monde entier.

## **Article 8 – Modifications**

Lors de la mise en œuvre de l'action, le partenaire bénéficiaire peut procéder :

- à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre différentes natures de charges éligibles ; cette adaptation des dépenses ne doit pas affecter de manière substantielle la réalisation de l'action et ne doit pas dénaturer le projet ou son architecture globale, par ailleurs, il n'est pas possible de transférer des charges matérielles vers des charges immatérielles et inversement. Si le partenaire bénéficiaire souhaite modifier à la hausse ou à la baisse le taux de financement des actions retenues, il peut le faire uniquement sur les actions immatérielles, jusqu'à concurrence de 80 % du montant de l'action.
- à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation et ne dénature pas l'action ou son architecture globale.



Le partenaire bénéficiaire notifie ces modifications à Montpellier Méditerranée Métropole par écrit dès qu'il peut les évaluer et en tout état de cause avant la date de fin de la présente convention. En cas de modification substantielle du projet, le porteur devra demander une modification de la convention par avenant tel que défini à l'article 9.

### **Article 9 – Avenant**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par Montpellier Méditerranée Métropole et le partenaire bénéficiaire.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre signée adressée au Président de Montpellier Méditerranée Métropole précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle implique.

### **Article 10 – Réduction, reversement, résiliation**

Le montant du solde pourra être modifié en fonction des évolutions de l'action mises en œuvre par le partenaire bénéficiaire pendant la durée de la présente convention, sans toutefois que le total des paiements ne puisse dépasser le montant prévu par la présente convention à l'article 1er.

Le reversement partiel ou total des sommes versées sera exigé en cas de non-respect des clauses de la présente convention, en particulier :

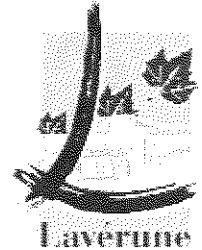
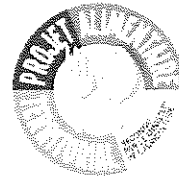
- Utilisation des aides de l'État non conforme à l'objet défini à l'article 1,
- Non-exécution partielle ou totale de l'opération.

Le partenaire bénéficiaire devra, dans les cas visés au présent article, procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais et, au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.

La convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties. La résiliation de la convention intervient après un délai d'un mois suite à la réception d'un courrier motivé adressé en recommandé avec accusé de réception à l'autre partie. La résiliation s'accompagne d'un rapport final d'exécution technique et d'un rapport final d'exécution financier envoyé par le partenaire bénéficiaire à Montpellier Méditerranée Métropole à la date de réception dudit courrier. Les montants non utilisés par le partenaire bénéficiaire seront reversés à Montpellier Méditerranée Métropole dans les meilleurs délais et, au plus tard, dans le mois qui suit la réception du titre de perception.



PROGRAMME NATIONAL  
POUR L'ALIMENTATION  
TERRITOIRES  
D'ACTION



### **Article 11 – Contrôles**

Le partenaire bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou la DRAAF dans le cadre de la présente convention et à faciliter l'accès aux documents administratifs et financiers afférents à la présente convention.

Le porteur de projet s'engage à prévenir Montpellier Méditerranée Métropole de tout événement susceptible de reporter, d'accélérer ou de modifier la réalisation de tout ou partie de l'objet de la convention.

### **Article 12 – Règlement des litiges**

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le  
En trois exemplaires originaux

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,  
La Vice-Présidente déléguée à la Transition  
écologique et solidaire, à la Biodiversité, à  
l'Énergie, à l'Agroécologie et à  
l'Alimentation,

Isabelle TOUZARD

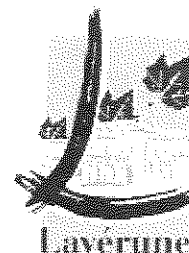
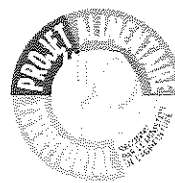
Pour le partenaire bénéficiaire,  
Monsieur le Maire de Laverune,

Roger CAIZERGUES





PROGRAMME NATIONAL  
POUR L'ALIMENTATION  
TERRITOIRES  
D'ACTION

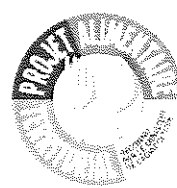


## Annexe 1 – Descriptif de l'action

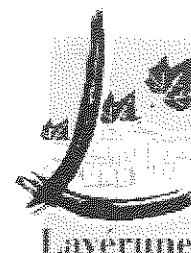
<b>Nom de l'action</b>	Elaboration d'un programme d'aménagement agroécologique « Le Clos du Parc » à Lavérune
<b>Partenaire bénéficiaire</b>	Commune de Lavérune
<b>Nom du responsable de l'action</b>	Mme Brunier - dgs@mairiedelaverune.fr
<b>Descriptif de l'action</b>	<p>La commune de Lavérune porte depuis longtemps un projet agri-urbain sur le site de l'ancien domaine agricole du Château des Evêques, pour lequel elle a engagé par délibération du conseil municipal du 28 janvier 2021 une procédure de déclaration de projet important mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme. Ce site offre en effet un fort potentiel pour constituer le moteur du développement local et s'inscrire dans un projet de territoire communal et métropolitain plus vaste, tissant des liens entre les espaces naturels autour des berges de la rivière de la Mosson, les espaces agricoles, le projet d'urbanisation, le château communal et son parc boisé.</p> <p>Dans ce cadre, la commune de Lavérune, la Métropole de Montpellier et le CEN Occitanie ont décidé de conjuguer leurs efforts afin d'élaborer conjointement un <b>programme d'aménagement de l'espace agroécologique du Clos du parc</b>. Tenant compte de la multiplicité des enjeux sur ce site emblématique de la richesse environnementale et patrimoniale du territoire, il s'agira de préciser les différentes composantes du projet et anticiper les étapes nécessaires à sa réalisation, avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'élaboration d'un <b>diagnostic partagé</b> : bilan de la connaissance et des démarches engagées, identification des acteurs, synthèse des enjeux;</li> <li>- la <b>définition des orientations</b> et principes pour la conception agroécologique et la concertation territoriale;</li> <li>- l'élaboration d'une <b>programmation détaillée</b> et sa planification opérationnelle.</li> </ul> <p>Une attention particulière est portée tout au long du processus à l'exemplarité sociale et environnementale du projet ainsi qu'à l'innovation. Il s'agira notamment d'associer le monde agricole dans une logique de co-construction du projet, d'élaborer une concertation avec la population pour favoriser l'implication citoyenne, de prendre appui sur les travaux engagés et à venir avec les établissements d'enseignement et de recherche. Dans ce cadre sont notamment prévus des ateliers de conception agroécologique, mobilisant l'expertise des partenaires du monde agricole et paysans par filières (arboriculture, maraichage, petit élevage) avec l'intervention de techniciens et d'agriculteurs.</p>
<b>Acteurs associés</b>	3M, CEN, commune, partenaires P2A (chambre d'agriculture, Inpact - Terres Vivantes, Point Accueil Installation...), Chaire eau et agriculture, MASTER ESS (ATAG), InRae (Be Creative), ENSAM ...
<b>Public cible (éventuellement)</b>	habitants, agriculteurs, chercheurs, collectivités, partenaires
<b>Territoires concernés</b>	Domaine du parc Lavérune (env. 25ha) commune, plaine ouest et 3M (archipel ferme ressources)
<b>En quoi l'action contribue-t-elle à remplir l'objectif de la P2A concerné?</b>	Cette action permettra l'élaboration du plan de développement agricole du clos du parc pour permettre la reconquête de cet espace en friche et sa valorisation agroécologique ; elle permettra l'élaboration d'un appel à candidatures afin de favoriser l'installation d'activités agricoles adaptées aux enjeux multifonctionnels du site et viables. Cette action répond aux enjeux de reconquête des friches, et de développement des fermes ressources dans une dynamique d'impulsion et d'expérimentation, multifonctionnelle et partenariale.



PROGRAMME NATIONAL  
POUR L'ALIMENTATION  
TERRITOIRES  
D'ACTION



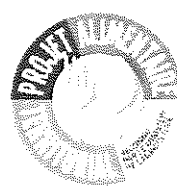
<b>Quels impacts va avoir l'action</b> (sur le territoire, son économie, son environnement, sa population et son alimentation... ?)	
<b>Calendrier</b>	<p>L'action est prévue pour se dérouler sur environ une année, avec trois phases :</p> <p>Première phase (env.4 mois) : Elaboration d'un diagnostic partagé : bilan de la connaissance et des démarches engagées identification des acteurs, synthèse des enjeux</p> <p>Deuxième phase (env. 6mois) : Définition des orientations et principes pour la conception agroécologique et la concertation territoriale - expertises complémentaires et organisation de trois ateliers techniques</p> <p>Troisième phase (env.4 mois) : Elaboration d'une programmation détaillée et sa planification opérationnelle.</p>
<b>Indicateurs de suivi et évaluation</b>	<p>Finalisation du projet / Nb de partenaires associés à la démarche / engagement des acteurs dans la mise en œuvre opérationnelle</p> <p>Nb de ...</p> <p>Nb de ...</p>
<b>Livrables</b>	<p>La convention de coopération prévoit 3 comité de pilotage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- A l'issue de la phase 1 : Partage et validation de la feuille de route de la conception (en particulier sur le volet concertation territoriale)</li> <li>- A l'issue de la phase 2 : Partage de la note réflexive et validation des scénarios d'aménagements</li> <li>- A l'issue de la phase 3 : Partage du programme et du plan de financement et définition des prochaines étapes : programme détaillé de l'aménagement de l'espace du Clos du Parc :v aménagement et principes d'utilisation des espaces, définition d'îlots fonciers, schéma fonctionnel, modalités de réalisation (implémentation/travaux) et de gestion cohérentes et durables de l'espace / calendrier prévisionnel de l'opération ainsi que le cahier des charges de l'appel à candidatures des porteurs de projets agricoles ; Construction du plan de financement de l'opération (besoins en investissement, identification des sources de financement).</li> </ul>
<b>Modalités de suivi de l'action</b>	



Plan de financement		Montant (€)		Calendrier annuel		
Financiers sollicités		Obtenu (O/N)		2021	2022	2023
État						
DRAAF - Plan de relance		11 918 €	N		7 747 €	4 171 €
Établissements publics de l'État (préciser) :						
Autre (ANR)		Actions complémentaires portées dans le cadre du projet de recherche ANR BeCreative, mais montants non estimés précisément (voir 1_4_Laverune_Budget-AMO-CEN)				
Collectivités territoriales (préciser) :						
3M		14 796 €			7 398 €	7 398 €
Financiers privés						
Mécénat (TerrAFS)		18 000 €		18 000 €		
Autofinancement						
Autofinancement		14 878 €		7 523 €	7 355 €	
TOTAL		59 592 €		25 523 €	22 500 €	11 569 €



PROGRAMME NATIONAL  
POUR L'ALIMENTATION  
TERRITOIRES  
ACTION



### Annexe 3 – Format de rapport d'avancement technique et financier

Pour chacune des actions du partenaire bénéficiaire, le format du rapport d'avancement technique et financier prendra la forme suivante.

#### A) Présentation de l'avancement de l'action

(1 à 2 pages)

#### B) Bilan technique synthétique d'avancement de l'action

Activités réalisées	
Livrables	
Respect du calendrier	
Résultats obtenus	
Indicateurs de suivi et avancement par rapport aux objectifs	
Difficultés rencontrées	
Autres commentaires	
Ajustements éventuels nécessaires (calendrier, contenu de l'action, budget)	

#### C) Bilan financier d'avancement de l'action

Etat des dépenses engagées (détail et total)	
% d'avancement financier	

#### D) Copie des pièces justificatives des engagements financiers (factures, etc.)